

5  
REMARQUES

SUR LES

CIRCONSTANCES

DE LA

GUERRE,

TELLES QU'ELLES PARAISSENT ÊTRE

DANS LA QUATRIÈME SEMAINE

DU MOIS D'OCTOBRE 1795.

---

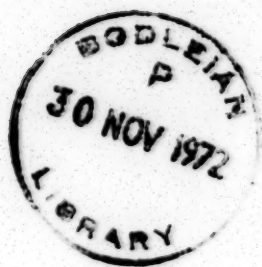
*“ Que faire encore une fois dans une telle nuit ? ” —*  
*“ Attendre le jour. ”*

---

LONDRES:

Chez J. WALTER, Charing Cross.

==  
M.DCC.XCV.





---

LONDRES, 24 OCTOBRE, 1795.

---

§ 1. **L**E dessein des pages suivantes est d'offrir, d'après le jugement que je puis en former ce 24 Octobre 1795, une vue générale des circonstances & des intérêts de la Révolution Française, ainsi que de la guerre qu'elle a occasionnée, d'après ce qu'on en peut juger au 24 Octobre 1795.

Cette entreprise, au premier coup d'œil, présente divers découragemens. Les objets qu'elle embrasse sont étendus, nombreux, & confus. Ils sont peut-être trop près de nous pour être parfaitement saisis & définis ; & la difficulté de les placer dans une situation fixe & précise est encore augmentée par une

fluctuation d'événemens, dont la mobilité continuelle semble déjouer tout calcul & toute conjecture.

L'esprit agité & fatigué par tant de scènes compliquées, bizarres, & monstrueuses, ne peut y être ramené sans ressentir de la répugnance, de la peine, & de l'aversion ; néanmoins j'essaierai d'exposer mes idées avec candeur & simplicité, & dans l'ordre qu'elles se présentent d'elles mêmes. Plusieurs de ces mêmes idées ont déjà été discutées par d'autres : mon but sera d'en former un ensemble, & d'en déduire des conclusions positives.

S'il en résulte que je contribue à faire apprécier au juste les grands intérêts dont il s'agit, ou seulement à en préparer la voie à quelqu'un plus habile, je croirai mon tems bien employé & pour la politique & pour la morale.

§ 2. Le peuple François est en état d'insurrection depuis le mois de Juillet 1789, & en état de guerre avec les puissances étrangères,

étrangères, a compter des décrets qui ont déclaré la paix rompue avec l'Empereur ; l'invasion des Pays-Bas en a été la suite, en Avril 1792.

Depuis cette époque les troubles intérieurs & extérieurs ont été aggravés, par l'action combinée, de la suspension du commerce, de la chute des manufactures, de l'interruption des travaux de l'agriculture ; par l'émigration des principaux propriétaires & capitalistes ; par une profusion de dépenses au delà de tout exemple ; par une grande exportation d'argent ; & par la cherté des choses de première nécessité. A tant de calamités restent encore à ajouter les excès des individus, & les fureurs des factions combattant chacune pour la prépon-

\* Premier Décret. “ *Le roi de Hongrie & de Bohême a attenté à la souveraineté nationale, en déclarant vouloir soutenir la cause des princes possédés en Alsace, qui ont constamment refusé les indemnités qui leur ont été offertes.* ” —

Second Décret. “ *L'Assemblée Nationale, fidèle au serment qu'elle a fait de n'entreprendre aucune guerre dans l'esprit de conquête, ne prend les armes que pour le maintien de sa liberté.* ”

dérance ;



dérance ; & encore tous les malheurs qui ont résulté de l'anarchie, des commotions, & de la guerre civile ; enfin les pillages & les massacres, colorés ou non colorés du prétexte de la loi.

Cependant loin que ce paroxysme ait affaibli l'énergie de la nation Française tant par terre que par mer ; il semble au contraire qu'il n'ait servi qu'à la développer & à la maintenir.

On dit que les différentes armées des Français, à la fin de 1793 & en 1794, se sont élevées dans leur totalité à 800,000 hommes. Quelques rapports de la Convention les font monter à un million d'individus sous les armes. Maintenant on ne peut porter à moins de 600,000 hommes ce qu'ils ont en activité.

Il y aurait peu de générosité à ne pas parler de leurs succès militaires dans les termes qui leur sont dus ; & quoiqu'on puisse en attribuer une partie à l'avantage irrésistible du nombre, néanmoins il en reste beaucoup qui sont proprement l'effet de leurs talens,

talens, de leur activité, & de leur persévérance.

Ils ont montré qu'une multitude indisciplinée, poussée vers l'ennemi par l'enthousiasme de l'esprit populaire, & tout à la fois par la faim, la nécessité, la force & la terreur, pouvait créer pour elle-même des Généraux, & les seconder de manière à défaire les troupes les mieux disciplinées, commandées par leurs souverains en personne, & conduites par des chefs d'une habileté reconnue & d'une expérience consommée.

Je ne chercherai pas s'il est encore d'autres causes de leur succès. Ces détails, qui deviendraient en partie ténébreux, & qui me menaient trop loin, ne feront bien dévoilés que par l'histoire. Je m'arrête aux conséquences, qui sont telles que l'Europe en est ébranlée.

Ce torrent de conquête & de désolation menace de se porter encore plus loin, & ceux qui en dirigent le cours font profession de ne pas se relâcher de leurs efforts, jusqu'à ce qu'ils puissent dicter une pacifica-

tion dont les termes orgueilleux sont consignés dans le décret, qui, depuis peu de jours, doit unir à leur empire, soit comme possessions ou dépendances, une grande extension de territoire ; de nouvelles barrières ; plusieurs places de la première force ; une grande étendue de côtes ; & plusieurs ports de mer.

§ 3. Autant que les succès militaires peuvent avoir d'effet, autant & à proportion la France s'est donné des bases de confiance en elle-même ; & prises sous ce point de vue, ses prétensions, quoique gigantesques, ne paraissent pas tout à fait extravagantes au premier coup d'œil. Mais un rapprochement de ces prétensions montrera qu'elles ne sont que de brillantes chimères, & les réduira à leur vraie valeur. On pourra même douter, si la prépondérance dont la France était en possession depuis des siècles, dans la balance des puissances de l'Europe, ne fera pas éventuellement détruite par l'effet de ses succès présents ; ou au moins si elle restera, pour tout ce qui concerne



cerne les intérêts politiques de la Grande Bretagne, autant un objet d'allarme & de jalousie qu'elle l'a été sous la monarchie.

En disant ceci je ne cherche pas à cacher nos embarras, ni à diffimuler jusqu'à quel point notre attente a été frustrée; je ne suis pas non plus insensible au sort non mérité de tant de victimes, & à la désolation des pays qui ont été liés avec nous dans cette guerre. De même, je ne me sens pas disposé à atténuer une calamité subversive, au moins pour le moment, de la balance de l'Europe; & qui de plus a menacé de renverser un système de civilisation, sous lequel mon pays avait atteint un degré de prospérité sans exemple dans les annales du monde. Mais en avouant le mal, qu'il me soit permis, dans des momens de retraite & de réflexion, de discuter les chances & les moyens d'y remédier.

Si mes spéculations inspirent des espérances au delà de ce que des raisonnemens plus solides, & de ce que les évènements futurs pourront justifier, ce ne sera pas de ma part dans le

dessein de faire illusion, mais par un défaut de jugement qui <sup>proviendra</sup> d'une disposition naturelle à me roidir contre les difficultés.

§4. Quittant le spectacle fâcheux des conquêtes de la France sur le continent, c'est avec complaisance que je tourne les yeux sur les opérations navales, comme étant la partie de la guerre, dans laquelle nous ne nous sommes reposés que sur nous mêmes. — Sur le continent les élémens de ce conflit étaient bien différens. C'était d'une part les armées nombreuses & unanimes du même pays; c'était de l'autre, des Alliés dont la force supposée devenait pour eux une faiblesse réelle, puisqu'en les trompant sur leurs moyens, elle les amenait à combiner fausement leurs mesures & leurs plans. Il y avait occasionnellement, dans la conduite des armées alliées, un défaut de concert & de confiance; & souvent leur attention était distraite par des projets, dont les avantages se trouvaient étrangers ou même contraires à la cause générale: & ce qui n'est pas moins digne d'être observé, c'est

que dans les instans les plus critiques de la guerre, quelques uns des Alliés ont marqué plus d'empressement à s'embarraffer réciproquement, qu'à écraser l'ennemi commun, quand ils ont pu le faire.

Il est notoire que les dispositions navales de la France ont été formées sur les mêmes principes que celles de ses armées de terre. C'est par les mêmes expédiens qu'elle parvint à mettre en mer une force surpassant tout ce qu'on pouvait attendre, & obtenue aux dépens de son propre commerce, dont elle fit le sacrifice pour se donner les moyens de nuire au nôtre. Elle a depuis ajouté à ses avantages la neutralité de l'Espagne, les ports de la Flandre & de la Hollande, ainsi que les moyens de disposer de la marine Hollandaise. Cependant je n'en affirme pas moins, & sans jactance, quoiqu'elle ait trouvé des occasions de préjudicier à notre commerce, dont l'étendue & la prospérité nous mettent dans le cas d'avoir des vaisseaux passant & repassant à chaque instant dans toutes les parties de l'océan ; je n'affirme pas moins, dis-je, qu'elle a cessé de nous allarmer



comme compétiteur de la souveraineté des mers. La chute de sa marine est complètement décidée. Le tems & l'histoire nous apprendront jusqu'à quel point cette chute peut être attribuée plus particulièrement, soit à l'évènement de Toulon en 1793; soit à la très-glorieuse & essentielle victoire remportée par la flotte Britannique le 1<sup>er</sup> Juin 1794; & à d'autres actions mémorables dans les différentes mers; ainsi qu'à l'infatigable activité des bureaux de notre amirauté; à l'habileté de nos officiers; & à la valeur de nos marins.

Les pertes que nous avons éprouvées se montent à deux vaisseaux de ligne, capturés par l'ennemi, dont l'un a été repris; à deux frégates & à quelques vaisseaux inférieurs; & par différens accidens de mer quatre vaisseaux de la marine Britannique ont été brûlés ou naufragés.

Du côté de l'ennemi la perte se monte à trente-trois vaisseaux de ligne pris, brûlés, ou submergés; à cent frégates ou autres vaisseaux de guerre d'un ordre inférieur. Il paraît que nous avons mis en commission six vaisseaux

vaisseaux de ligne qui ont appartenu à l'ennemi, & que trois autres vont être incessamment employés de la même manière.

Chaque vaisseau ainsi transféré, d'un service dans l'autre, apporte une différence, qui opère en raison doublée sur la force comparative des deux marines opposées, & dont la somme relative s'élève en faveur de l'Angleterre, par l'effet des captures, incendies, & submersions, depuis le commencement de la guerre, à environ 36 vaisseaux de ligne; auxquels il convient d'ajouter, par un calcul semblable, une différence ultérieure de près de 80 frégates.

La France actuellement possède à peine assez de vaisseaux pour risquer de paraître en flotte sur la mer; & les articles de première nécessité qui manquent à sa marine, & bien d'autres provisions, ne peuvent lui parvenir que très-mesquinement, par les arrivées casuelles des vaisseaux neutres. Elle a abandonné ses pêcheries, l'ancien & important objet de nos fréquentes contestations; ses principaux ports sont bloqués depuis plusieurs mois; & notre supériorité navale

vale se renforce de jour en jour. Je quitte avec regret cette partie de mon sujet, sur lequel la pensée d'un Anglais s'arrête avec plaisir.

§ 5. La cause effective & permanente de notre prospérité sera toujours dans la prééminence de nôtre marine. C'est cette considération qui, non-obstant la nullité de la campagne actuelle dans quelques parties du continent, & le désastre des circonstances dans d'autres parties, nous place néanmoins dans une situation plus avantageuse pour négocier la paix, que celle où nous nous sommes trouvés dans le cours des deux dernières années. C'est l'énergie de nos forces navales qui peut seule nous donner le moyen de rétablir la tranquillité de l'Europe. En disant ceci je ne cherche cependant pas à rendre équivoque, par aucune espèce de doute, l'utilité occasionnelle des opérations de la guerre sur le continent ; je suis même convaincu que le danger d'une invasion n'a pu être détourné par aucun autre moyen ; & que la supériorité navale dans laquelle nous plaçons



plaçons maintenant tant de confiance, n'aurait pu y suffire, si l'attention de l'ennemi n'avait pas été nécessairement distraite, pendant les deux premières années de la guerre, par les diversions résultant de nos traités, & de nos alliances continentales ; & même par la bravoure moins heureuse de nos armées sur le continent.

§ 6. Il est encore un autre point à l'égard duquel notre situation comparative se trouve être infiniment améliorée, & par lequel les grands succès de la France peuvent perdre subitement toute leur importance & leur effet. Je n'ai jamais été bien persuadé qu'il fût aisé de mettre la France si promptement au bout de ses ressources ; ni que les dépenses que la Grande Bretagne devait supporter seraient sans conséquence pour elle. Mais j'ai pensé que cette guerre, semblable à d'autres guerres modernes, deviendrait à la fin, une question & une lutte de finance : & c'est aussi à cet égard que je puis regarder avec complaisance la situation de nos ennemis. Parmi eux les recettes & les res-  
sources

sources d'une année ne sont pas égales à la  
 dépense d'un seul mois ; & leurs dépenses  
 pour l'année excèdent le montant de notre  
 dette nationale. Leur numéraire, qu'ils  
 estimaient s'élever en 1785 à la somme de  
 80 millions sterling, est presque forti du  
 pays ; & ce qui peut en rester est enfoui ;  
 ou ne se trouve qu'en petite quantité, entre  
 les mains des agioteurs. Les impositions  
 foncières & les échanges du commerce inté-  
 rieur sont pour la plupart soldées en nature  
 de marchandises ou de productions. Cette  
 sorte d'existence devient la ruine de l'agri-  
 culture & de l'industrie, en exposant l'une &  
 l'autre à une multitude d'extorsions & d'em-  
 barras. La totalité des assignats qui a rem-  
 placé le numéraire s'élève maintenant, à ce  
 qu'on dit, à 18 milliards, ou 720,000,000  
 livres sterling. La dépréciation du papier qui  
 en résulte est dans la proportion de 75 à 1 :  
 & à tout prendre il ne reste de ressources  
 visibles, qu'en revenant à l'usage de l'ex-  
 trême violence, dont l'application ne paraît  
 nullement convenir avec les dispositions &  
 l'esprit du peuple. Il est absolument im-  
 possible

possible d'expliquer comment un gouvernement en pareilles circonstances a pu pourvoir à la paie, à la subsistance, & à l'entretien de quatorze armées; & comment même il se soutient & peut exister encore 24 heures.

Dès l'époque où le système des assignats (fondé sur le désespoir & l'iniquité) fut introduit, il était aisé de prévoir que cet expédient conduirait à la ruine absolue des finances de la France, & à la banqueroute de sa dette publique, quoiqu'elle fût alors solennellement placée sous la garantie de la bonne foi, & de la loyauté Française. On est tenté de prédire que la chute des assignats amenera infailliblement la dissolution des armées. Ces armées ne sont actuellement maintenues que par un chétif supplément en espèces, & par le moyen violent de mettre toutes les ressources physiques, & tout le produit territorial, en réquisition : mais il est absolument impossible qu'un tel régime puisse se soutenir; & cependant nous n'avons pas osé dire qu'il y en ait un autre, auquel il soit possible d'avoir recours.



§ 7. Il n'entre pas dans mon plan actuel de comparer l'état respectif de nos moyens pécuniaires. J'avoue que de notre part les charges imposées sur le pays, pour fournir aux dépenses de la guerre, ont été très-grandes ; & quoique l'entretien de nos armées & des nouvelles levées sur le continent, ne soit plus aussi considérable ; & que je ne doute nullement qu'il ne subisse incessamment une plus forte réduction : néanmoins je n'ose me flatter, qu'en continuant d'éviter l'accumulation d'une dette non fondée, l'emprunt & les taxes pour l'année prochaine puissent être moindres de beaucoup qu'ils n'ont été pour l'année présente.

Tout en déplorant la fatalité des évènements qui aura rendu indispensable une augmentation bien sensible des taxes permanentes, cependant, & sans me rien déguiser, je vois de puissans motifs de consolation dans les mesures qui nous ont mis en état de soutenir un si pesant fardeau. Il est digne de remarque, que le système sage & vigoureux établi en 1786, pour la réduction de notre dette, a eu pendant toute cette  
guerre

guerre un effet non interrompu & toujours croissant, par les additions qui ont été faites à ce système pour le rachat de la dette, & pour y appliquer plus promptement les intérêts regagnés & accumulés. Il est encore à observer que les taxes imposées, pour payer l'intérêt des sommes empruntées pendant la guerre, portent inclusivement avec elles une provision de un pour cent, applicable à la liquidation graduelle du capital. C'est à ces mesures salutaires, qu'il faut principalement attribuer la valeur actuelle de nos trois pour cent, dont le prix était, en Janvier 1784, & en pleine paix, à 55 : aujourd'hui, 24 Octobre 1795, nonobstant la guerre, & les grandes additions faites & à faire au capital de la dette, il est à 68.

§ 8. En cherchant à me former une idée de la manière dont ce grand conflit pourra se terminer, j'éprouve encore quelque consolation de ce que de tant de maux occasionnés par cette guerre, ceux, que nous avons essuyés, sont infiniment légers, en comparaison de ceux dont nous étions me-

nacs, par la contagion des principes révolutionnaires, qui ont si cruellement déchiré, & qui déchirent encore le pays qui les a produits. Long-tems avant la guerre, les meneurs de l'insurrection Française avaient conçu le projet d'étendre & de " généraliser " le danger comme un moyen de salut pour eux-mêmes, au milieu de la confusion qui les aurait protégés. Dans leur langage il était expédient de " mettre l'Europe en feu, & " de détruire tous les gouvernemens par " l'irruption du volcan de l'égalité." Leur politique les portait à publier que tous " les " autres pays étaient malheureux, ignorans, " esclaves & superstitieux ; " que " l'aurore " de la raison venait de commencer à éclairer " la terre ; " & que " le jour de la grand " bataille entre les erreurs & les principes " était arrivé." Ces accens de la révolte firent quelque impression sur la multitude, & pour en obtenir le fruit qu'en espéraient les déclamateurs eux-mêmes, ils s'impresèrent d'annoncer aux nations le don solennel d'une fraternité universelle qui fut promulguée



mulguée dans toutes les langues, avec autant d'activité que de dépense.

§ 9. A l'époque de la déclaration de guerre contre l'empire Britannique & la Hollande, le peuple, dans tous les gouvernemens sans exception, se trouvait dans un état de fermentation, dont le danger de jour en jour devenait plus imminent. Cette fermentation ne tirait pas seulement son origine des attrait des nouveaux principes ; mais nombre d'accessories en augmentaient la force. D'abord les premiers succès de la Révolution Française, appuyés du penchant naturel pour tout ce qu'on croyait être la cause de la liberté : Le concours des révolutions du Brabant & de la Pologne, & des infortunes de la campagne Autrichienne & Prussienne en 1792 : Enfin l'invasion & la conquête du Brabant par les Français, véritablement tout ensemble avait excité l'admiration des nations environnantes.

Des mesures provisoires avaient été prises dans les ports Français & dans les armées  
pour

pour commencer les hostilités par terre & par mer, avant qu'on put savoir à Londres & à la Haye que la guerre était déclarée. La crise fut effrayante, & l'imagination ne peut fixer de limite aux maux dont l'Europe était menacée, si l'invasion de la Hollande \*, entamée par les Français, eut été effectuée, alors, avec le succès qu'ils ont obtenu deux ans après, à la faveur des élémens, comme aussi par quelques autres causes. Les grands avantages remportés sur les Français par les forces combinées Autrichiennes, Anglaises & Hollandaises, pendant les six premiers

\* Le Général Dumouriez, dans ses Mémoires & ses Lettres à Pache & Miranda, se permet de dire avec affectation (ce que quelques autres se plaisent aussi à répéter) que les succès sur la Hollande fut arrêté par les victoires des Autrichiens des 1 & 3 Mars. Ces victoires furent glorieuses, & importantes en procurant à la Hollande une protection certaine contre les attaques ultérieures du moment : mais le fait est que les gardes Anglaises étaient arrivées, & les chaloupes canonnières stationnées sur le Moerdyck, avant que le Général Dumouriez fût en état d'en tenter le passage ; & l'avancement de la saison ayant éloigné toute crainte de la gelée, dès lors tout son système fut réduit à l'absurde.

mois de la guerre, jointes aux mesures sages & vigoureuses adoptées & poursuivies pour la sûreté & la défense de l'intérieur de la Grande Bretagne, arrêterent, d'une manière salutaire, la contagion de l'anarchie.

§ 10. Après la prise de Valenciennes, le flux des marées de la guerre se tourna contre nous ; mais l'esprit du peuple s'était déjà soulevé de lui-même contre les crimes & le caractère sanguinaire de la Révolution Française. Tout individu, qui avait de l'intégrité, de la bienveillance, ou quelque sentiment de religion, frémissait en voyant les excès commis par une nation nombreuse & éclairée, excès dont on aurait cru incapable une horde de sauvages armés, en état d'ivresse & de phrénésie.

Je me hâte d'abandonner le souvenir affligeant du détail de tant d'objets révoltans, pour ne m'arrêter que quelques momens sur l'impression qu'ils ont laissée. Les triomphes d'un peuple criminel n'avait pas ébloui le monde, au point de vaincre cette horreur des crimes que la nature bienfaisante a placée  
dans



dans le cœur humain. Les nations avaient ouvert les yeux : ces idées d'une liberté élevée dans le berceau de la terreur, au milieu du tumulte des camps, & des gémissemens des prisons encombrées, étaient regardées comme autant de chimères, de déceptions perfides, & comme l'effet d'un songe monstrueux, produit par le délire.

§ 11. La France servira long-tems de fanal aux autres nations, pour les sauver du naufrage. Les cruautés qui suivirent la saisie des biens ecclésiastiques ; la profession d'infidélité & d'athéisme, accreditée pour servir de prétexte au vol des églises ; la dépravation des mœurs encouragée par le nouveau code du divorce ; les réquisitions contre les fermiers & les marchands ; la loi du maximum ; les emprunts forcés ; les enrolemens compulsoires ; les massacres judiciaires faits d'après des listes préparées ; furent autant d'avertissemens & de leçons qui eurent l'effet salutaire de réveiller partout l'attachement des autres nations pour leur propre gouvernement, dont le plus mauvais

vais donnait au moins quelque protection à la vie, à la propriété, & à l'exercice de la religion.

A l'égard du peuple Anglais, la comparaison lui présentait encore de nouveaux motifs pour contempler avec un noble orgueil le système général de sa constitution civile & religieuse. Il restera au genre humain une leçon terrible, celle de l'histoire des chefs de l'insurrection Française, qui, dans le langage même d'un de ces chefs, est "un récit de crimes punis." On y verra des scélérats se remplacer rapidement, par une espèce de succession héréditaire ; chaque administration nouvelle ne s'établir qu'en assassinant la précédente. C'est ainsi qu'on a vu plusieurs fois des hommes, qui supportaient une inimitié invétérée, se trouver sur le même échafaud, & au même moment, avec les victimes innocentes de leur cruauté. Plusieurs n'ont échappé aux exécutions publiques que par l'expédient du suicide ; & d'autres, dont la punition morale est peut-être la plus sévère, vivent encore.

§ 12. Ceux qui s'appliquent à étudier les mouvemens du cœur humain, trouveront peut-être matière à douter, si les effets que j'ai décrits, quoique devenus actuellement un frein salutaire à l'esprit dangereux d'innovation, ne pourront pas devenir favorables un jour aux abus du pouvoir, en produisant par la suite, trop de timidité pour la défense des vrais principes de la liberté.

Mais cette crainte est éloignée par l'espérance, qu'au retour de la paix les malheurs soufferts par plusieurs, & le péril que chacun a couru, ne manqueront pas d'amener un adoucissement général, dans les caractères, & de rappeler les esprits, dans les différentes castes de la société, à un examen nécessaire de leur position, & de leurs devoirs respectifs.

Les gouvernemens auront appris jusqu'à quel point ils doivent éviter de se jeter dans les embarras des guerres purement spéculatives. Les souverains, & les princes n'oublieront pas qu'une sage fermeté, une modération constante, une sévère économie  
font



sont les meilleurs soutiens de l'éminence sur laquelle ils sont placés.

Les nobles, les propriétaires, les capitalistes ne perdront pas de vue, que le lot considérable qui leur est échu dans les avantages de ce monde, n'est qu'un moyen mis dans leurs mains pour concourir à l'aide & au bien de tous.

Les ordres inférieurs, absolument nécessaires à la société, (aussi long-tems que les hommes ne seront que des hommes) sentiront que l'industrie & la sobriété, protégées par la loi & le gouvernement, sont rarement privées d'un honnête nécessaire, & du bonheur de la sûreté.

§ 13. Ces vérités paraissent s'être ouvert un chemin jusqu'aux cœurs mêmes des Français. " Leur fraternité," (comme il leur a été reproché depuis peu, dans un de leurs rapports solennels) " a été la fraternité " de Cain & d'Abel ;"—" leur régénération " n'a rien organisé que la banqueroute & " la famine."

Au milieu de la dispersion & de la destruction de leurs collèges, de leurs bi-

blibliothèques, & des hommes de lettres & des savans ; les effets de l'étude, par rapport à l'éducation, ont été interrompus depuis près de fix ans. Bientôt la masse du peuple, entraînée dans les camps à l'époque la plus intéressante de la vie, n'y a connu que la licence & l'habitude de la violence & de la rapine. La promptitude avec laquelle ils ont accepté la nouvelle constitution, peut nous convaincre, jusqu'à quel point ils sont fatigués de leurs propres agitations.

Cette constitution, autant qu'on en peut juger, n'est qu'un essai hazardé par des hommes disposés à tout tenter pour se procurer quelque repos ; & cependant elle n'offre au désir des Français que de bien faibles gages d'une tranquillité permanente. J'admettrai qu'elle contient plusieurs des élémens généraux reconnus propres à former les meilleurs gouvernemens, quand ils sont convenablement arrangés ; mais son ensemble ne présente qu'un chaos de parties incohérentes, & étrangement combinées.

Un premier pouvoir doit proposer les loix ; un autre doit les accepter ou les rejeter,

ter, sans qu'il lui soit permis de rien proposer. Un troisième pouvoir paraît, à quelques égards, investi par commission des fonctions royales; mais il est lui-même obligé d'en confier l'exercice à une quatrième délégation; qui reste seule chargée, sur sa responsabilité, des loix, qu'elle ne peut ni proposer, ni rejeter, ni accepter, ni exécuter.

A cette souveraineté jalouse, dont les dépenses annuelles & la liste civile, y compris seulement les salaires & les appointemens des deux conseils & du directoire exécutif, se montent au moins à un million sterling \*, nous devons ajouter le pompeux attirail d'une royauté sans réalité; ainsi que les distinctions les plus recherchées de l'aristocratie, tant dans la parade de l'habillement, que dans les privilèges portés; bien au-delà de tout ce qu'elles ont été sous la monarchie proscrite. Ne faut-il pas en inférer que le goût de la démocratie est en-

\* Ceci n'en est que le compte en espèces; en assignats, ce ne serait pas moins de 75 millions sterling, exclusivement de toutes les autres dépenses du gouvernement, dont les fonds restent encore à trouver.



tièrement passé, ou que ses manières sont extrêmement changées ? Néanmoins, pour couronner la bizarrerie de ce système, l'interposition occasionnelle de la populace, sous le titre d'assemblées primaires, y est encore annexée.

§ 14. Il était donc réservé au 18<sup>m</sup> siècle de voir, dans une grande nation, éclairée de toutes les lumières acquises, tous ceux qui ne versaient pas de larmes, se réjouir des souffrances des autres ! “ Mais, “ qu'est ce,” s'écriait Barrère (en faisant allusion à un des massacres préparés) “ qu'est ce “ que la génération présente, en comparaison “ des générations à venir ? ” — Ce serait raisonner en pure perte que de s'adresser à des hommes qui cherchent, par de telles phrases, “ a fermer tout accès & passage au remords, “ pour qu'aucun retour de la conscience “ sur elle-même, ne vienne changer leurs “ desseins cruels \*.”

\* Dans l'original,

“ Stop up th' access and passage to remorse,

“ That no compunctious visitings of nature

“ Shake their fell purpose.”

*Shakspear.*

Cependant

Cependant on peut opposer à ceux qui suivent la maxime détestable des crimes utiles & de système, qu'effectivement la génération présente est infiniment petite dans l'étendue de l'éternité; mais, qu'ayant égard aux facultés & aux devoirs de l'homme, elle est tout. Si par le meilleur emploi de ses talens il peut contribuer à l'instruction & au bonheur de la génération dans laquelle il existe; dès lors il peut-être certain, qu'il n'y a pas de meilleur moyen que celui-là, pour contribuer à l'avancement & au bonheur des générations futures.

§ 15. En discutant cette partie de l'histoire de notre tems, j'aurais souhaité pouvoir éviter le ton déclamatoire qu'inspirent la nature, la multitude, & la grandeur des choses : mais comment s'en abstenir ?— Si les progrès des arts, des sciences, & des lettres en ont été interrompus; en revanche, les scènes qui les ont remplacés fourniront amplement de quoi exercer, dans les siècles futurs, les peintres, les moralistes, les poètes, & les historiens.

§ 16.

§ 16. L'insurrection Française, considérée sous un point de vue distinct & séparé de ses crimes, représente un mélange d'impieété, de légèreté & de pédantisme, qui est sans exemple. Un panthéon pour les restes de Voltaire, Rousseau, Mirabeau, Marat ! Toutes les idées religieuses renversées par la déesse Raison, & cette nouvelle divinité est présentée à l'assemblée de la nation dans la personne d'une prostituée sur un piédestal ! Des hymnes civiques, chantées par les législateurs, en chœur avec les poissardes ! La fraternité étendue par un décret jusqu'au bourreau ! Le tutoiement—l'usage affecté du mot citoyen \* !—l'adoption des formes d'adresse tirées

\* En récapitulant ces pédanteries, il ne faut pas omettre leur nouvelle phraseologie, le *Néologisme de la Révolution*. Un catalogue des nouveaux mots, frappés à ce coin, ferait assez curieux, & fort propre à caractériser leurs orateurs & leurs meneurs, & à de montrer la progression de leurs innovations & de leurs charlataneries politiques vers le crime ; par exemple :  
 “ *Nationaliser, foyettiser, fédéraliser, démocratiser, démoraliser, municipaliser, lanterner, volcaniser, septembriser,*  
 “ *guillotiner, décatholiser, fraterniser, désocialiser, désorganiser,*



tirées des anciens !—les bonnets rouges !—les fêtes civiques !—les objets assignés à ces fêtes, & aux cinq jours complémentaires du calendrier !—Cette alliance des traits comiques & de blasphèmes échappe à notre indignation au milieu du ridicule qu'elle excite. On pourrait pardonner à une nation de s'être laissé persuader que la liberté était un composé de singularités ; mais ces singularités ont été mêlées de tant d'atrocités qu'il devient pénible à la réflexion d'y avoir pu sourire une seule fois. Ces extravagances, néanmoins, ont été de quelque utilité : elles ont contribué à bannir de l'esprit des nations l'admiration qu'elles étaient disposées à avoir pour l'insurrection Française.

“ *ganiser, férociser, sansculottiser, panthéoniser* : — & les  
 “ substantifs : *Centralité, Civisme, Sansculottisme, Ter-*  
 “ *rorisme, Republicanisme, Lèze-nation, Burocratie, Dé-*  
 “ *monétisation, Baignade, Noyade, Fusillade* : — *Rolandiste,*  
 “ *Démocrate, Désorganisateur, Robespierriste, Ultra-ré-*  
 “ *volutionnaire, Terroriste, Septembriseur, Sansculottiste,*  
 “ *Éc. Éc. Éc.*”

§ 17. Cependant je ne puis perdre de vue les succès des Français sur le continent, ainsi que leurs prétentions d'agrandissement, telles qu'ils viennent de les déclarer, & la force supposée de leurs armées pour les soutenir ; on doit donner à ces objets une juste attention, sans perdre de vue ; considérant toutefois ce qui nous reste à faire, quand bien même nous serions convaincus que la doctrine & les effets de la Révolution Française commenceraient à être envisagés par le genre humain avec autant d'horreur que de mépris.

On ne disconvient pas, que le climat d'un pays, son étendue, sa population, la nature de son gouvernement, & ses usages, ne puissent former graduellement un caractère distinctif de mœurs & de manières pour le tems de la paix ; également susceptible d'énergie & de ressources particulières pour le tems de la guerre.

Mais en examinant les exploits militaires des Français, je n'en découvre point qui n'ait été le résultat de la mauvaise conduite de leurs adversaires, jointe à des motifs qui ne subsistent plus, & soutenue par des  
moyens

moyens qui vont cesser d'être praticables. En même tems il serait injuste d'imputer au caractère national de la France, ni d'aucun peuple, une envie immodérée du crime.

Il deviendrait réellement pénible d'examiner, si tout autre pays, peuplé d'un aussi grand nombre d'habitans, infecté de la corruption de plusieurs villes grandes & riches, mis en fermentation par des hommes artificieux, méchans, désespérés ; enfin sorti subitement de la contrainte d'une monarchie absolue, pour être jetté dans toute la licence de l'anarchie ; ne serait pas tombé dans de pareils excès, & dans les mêmes calamités. J'aime à croire que la France n'est pas dans son état naturel ; mais dans un délire passager. J'ai insisté sur ce point, tout à fait digne d'attention, d'autant qu'un court intervalle pourra produire de grands changemens ; & je l'ai fait plus particulièrement encore par égard pour ceux qui pourraient penser, que je donne trop de poids à la nécessité de maintenir la guerre jusqu'à ce que nous ayons



obtenu la pacification, sur laquelle je vais tracer mes idées.

§ 18. Quelle tournure nouvelle l'insurrection Française pourra-t-elle prendre encore par la fuite ? Quelle sera à la fin la forme de gouvernement qui doit rester à la France ? Quels rapports, par cette forme de gouvernement, sera-t-elle en état de maintenir avec les autres nations ? A quel point le mal peut-il être encore porté avant que la tranquillité générale, & l'indépendance politique de l'Europe, puissent être rétablies ? — Ce sont des questions, ou plutôt des problèmes, sur lesquels l'esprit se porte avec inquiétude, d'autant plus fortement que leur solution paraît outre-passer les bornes de la prévoyance humaine.

Il arrive assez fréquemment que le résultat de certaines mesures politiques peut être prédit par ceux qui n'y sont pas engagés. Quand la France prit part à notre guerre d'Amérique, comme Alliée d'un peuple en état d'insurrection, il devenait évident, malgré les assertions contraires de M. Necker, qu'elle allait ajouter de grandes dépenses à une  
grande

grande dette, & à un déficit toujours croissant dans les revenus, comparés avec ses charges. M. Necker a fait, par la suite, de vains efforts, pour retirer la monarchie des embarras & des calamités aux-quelles cette circonstance l'avait exposée. Que pouvait-on, augurer, quand l'armée & la marine Française étaient employées à combattre pour le soutien d'une révolte fondée sur des principes républicains : quand les ministres, pour satisfaire à leur vanité, se permettaient d'essayer en administration des innovations de toute espèce : quand les princes & les nobles, dans l'idée de ressembler aux Anglais, se mirent à porter le costume des palfreniers, confondant ainsi les apparences des rangs & de l'inégalité des conditions, toujours plus ou moins essentielles à garder :— quand, en même tems, par la futilité de leurs occupations, la licence de leurs mœurs, leur irreligion affichée, ils renonçaient bien certainement au droit qu'ils avaient d'être respectés ?—C'était préparer un sort cruel à la bonne & saine partie de la nation ; dès lors il était comme impossible de ne pas

pas prévoir l'avenir, & de ne pas en présager le désordre.

Il faut mettre sur la même ligne les détails des disputes de la cour avec les parlemens, renvoyées aux deux assemblées des Notables ; & l'invitation émanée de Versailles, à chaque individu dans l'étendue de la France, de devenir conseiller, tant en politique qu'en finance.

Dès la formation, le debut & les essais de l'assemblée constituante, la propension au désordre était si grande, qu'elle paraissait insurmontable ; c'était un sujet de lamentation pour plusieurs, en dépit même de la nouvelle constitution & de ses partisans. Cette confusion existe encore, & la situation à laquelle ce pays est progressivement arrivé met en défaut toute spéculation quelconque. Le vaisseau sans mats, sans gouvernail, flotte maintenant sur l'océan des évènements. Sa grandeur excède la force & la science manœuvrière de ceux que s'en sont faits les pilotes. C'est au tems à nous apprendre si leur bonheur, ou leur habileté, pourra le conduire au port ; ou si quelque nouvel orage n'en



n'en jettera pas bientôt sur la rive les débris épars.

§ 19. Il est hors de doute que des changemens ultérieurs & considérables auront encore lieu, d'après la vitesse avec laquelle les mêmes individus ont fabriqué successivement les constitutions contradictoires de 1791, 1793, & 1795.

La France ayant passé d'une monarchie absolue, par la constitution indéfinissable de 1791, à une démocratie militaire, se trouve avoir adopté maintenant une sorte d'oligarchie, étrangement amalgamée avec des principes tout à fait hétérogènes. Cette forme singulière ne peut guère être considérée que comme un essai, ou le premier pas, vers un meilleur système ; & ce ne sera sans doute, que quand elle aura achevé de parcourir le cercle des changemens & des erreurs qu'elle pourra se fixer, soit au point d'où elle est partie, en revenant au despotisme ; soit à une monarchie limitée ; d'autant qu'il est comme impossible que l'adoption d'une forme permanente, dictée par la plus pressante

sante nécessité, puisse être long-tems différée. C'est au moins l'opinion d'un de leurs chefs, qui en parlant à l'assemblée, lui a dit, il y a quelques semaines, *“ que le peuple  
“ avait presqu'autant besoin d'un gouverne-  
“ ment que de pain.”*

§ 20. Il n'est pas aisé de constater, si les derniers actes de la Convention ne doivent être attribués qu'à l'influence populaire ; mais certainement sa modération paraît bien conforme aux de meilleures dispositions du peuple, corrigé par l'expérience de ses malheurs & de ses fautes.

Les cachots ont été ouverts ; une foule de prisonniers de toute condition en sont sortis ; les nouvelles prisons ont été fermées, & les anciennes moins remplies ; les exécutions publiques moins fréquentes. La nation a paru voir avec satisfaction ce retour à la justice ; & pour affaiblir de tant d'horreur, elle a paru approuver que ses représentans jettassent le blame de tous les excès commis, sur le nom & la mémoire d'un seul homme.

§ 21. Il est au moins possible que la France, déjà divisée dans sa grande étendue par la différence des opinions, des mœurs, & des usages, ne puisse subsister long-tems sans se diviser encore en plusieurs états, ou républiques, distincts ou séparés.

Dans un tel évènement, je verrais, avec bien du regret, le sort de ceux qui dans le cours d'une vie respectable ont été cruellement forcés d'abandonner leurs foyers & leurs propriétés ; mais abstraction faite de ce malheur, qui interesse la sensibilité, & auquel il n'est pas impossible que le tems apporte quelques adoucissmens, ces vicissitudes de la France, ou d'autres qu'elle pourrait subir, ne seraient pas incompatibles avec la tranquillité générale ; & l'établissement d'un commerce pacifique & prospère parmi les nations.

La seule prédiction que l'on puisse faire avec confiance, concernant le pays qui est maintenant l'objet de nos considérations, c'est qu'aucun gouvernement praticable & permanent ne pourra s'y établir qu'à la suite des combats nouveaux, auxquels la nation



doit se livrer. Elle a acheté sa constitution à un très-haut prix, & peut-être qu'elle ne s'est procuré que la certitude de prolonger encore ses troubles intérieurs.

Parce que je viens de dire, je ne prétends pas, que la forme quelconque de gouvernement, que la France veuille éventuellement adopter pour son intérieur, serait un motif suffisant pour continuer de lui faire la guerre, ou pour refuser de négocier avec elle pour en obtenir une pacification, fondée sur des espérances raisonnables de concorde & de stabilité, par lesquelles la paix ne saurait être désirable. Je portés mes regards sur la diversité de ses révolutions sans chercher à m'occuper dans ce qui ne la concerne qu'elle-même.—Ses agitations n'appellent mon attention qu'autant qu'elles pourraient compromettre la sûreté & la portion séparée de la société civile, dans laquelle j'ai des devoirs à remplir, & des intérêts à conserver. Je ne puis même me bercer de l'idée flatteuse, qu'il y ait pour la France une forme possible de gouvernement, en vertu de laquelle les jalousies & les prétentions de deux

grandes puissances maritimes & voisines puissent s'appaiser & se concilier, jusqu'au point d'éloigner d'elles les occasions trop-fréquentes de dissensions & d'hostilités.

§ 23. Je serais pardonnable de m'être arrêté si long-tems sur les principes, l'esprit, les effets, & les suites de la Révolution Française, quand même je n'y aurais pas été porté par le désir de poursuivre une époque, unique dans l'histoire, & si remplie d'évènemens, qu'en peu d'années elle nous a donné l'expérience de plusieurs siècles.

D'ailleurs il m'eut été impossible de ne pas prendre un intérêt particulier aux malheurs d'un peuple dont je m'étais formé une idée si différente, dans les beaux jours de gaieté & de splendeur qui accompagnaient son attachement à la monarchie ; & quoique cette forme de gouvernement ne fût pas sans imperfections & sans défaut, elle assurait cependant à ce peuple, toutes les jouissances qui peuvent honorer & embellir la société ; ainsi que tous les avantages qui

peuvent concourir au bonheur des individus, & à la prospérité d'une nation.

§ 24. J'ai en vue un objet bien plus grand & plus sérieux, mais qui paraît exiger une remarque préliminaire, relative aux dispositions de dégoût & d'aversion des nations voisines pour les principes de la Révolution Française. La permanence d'une impression si salutaire, ou même les moyens de la faire naître, au cas que son existence fût un sujet de doute, semble devoir dépendre presque entièrement de la manière dont la guerre se terminera. Il est essentiel d'ôter à la France l'orgueil de ses conquêtes, & l'empêcher de se vanter d'avoir acquis, par sa calamiteuse insurrection, un aggrandissement dont la permanence pourrait paraître avoir beaucoup ajouté à sa prépondérance au préjudice de l'équilibre qui doit subsister entre les Puissances; sans quoi il fera naturel aux hommes de raisonner sur les principes de l'insurrection Française, d'après son résultat final; ce qui pourrait ranimer l'effervescence populaire



laire à un point que l'expression ne peut décrire.

Cette importante considération est étroitement liée avec les propositions qui me restent à déduire ; tout ce qu'on peut inférer, de l'état d'épuisement des finances de la France ; de l'infériorité décidée de sa force navale ; de son gouvernement, jusqu'ici flottant ; du penchant que le peuple a montré vers la modération ; est encore préparatoire à la question suivante : “ Jusqu'à quel point peut-il être compatible avec une sage politique, & les intérêts de la Grande Bretagne, de chercher ou d'admettre les moyens de terminer la guerre ; sans que ces moyens ne soient propres à rétablir la balance de l'état relatif du pouvoir ; ainsi que la sûreté & l'indépendance de l'Europe ; & encore plus à assurer les intérêts maritimes & commerciaux de ces royaumes ? ”

En discutant cette question, qui occupe dans ce moment l'attention générale de l'Europe, je ne dirai rien de la campagne de cette année, ni des opérations ultérieures  
que

que nous avons encore lieu d'attendre de nos Alliés ; non plus que des forces qui sont sur le point d'être envoyées aux Indes Occidentales ; je mets de côté ce que ces objets pourraient ajouter à la discussion ; je remarquerai seulement, par rapport à ces opérations, qu'elles peuvent renforcer les moyens de terminer la guerre avec avantage.

Accordons même, ce que je suis bien loin d'admettre, que nos Alliés dans cette guerre sont ou vaincus, ou retirés, ou épuisés, ou devenus si circonspects, qu'on ne peut se réposer sur leur assistance & leur co-opération ; que toute perspective de succès sur la frontière de la France a disparu ; que nos efforts sur le continent, ainsi que nos dépenses, sont suspendues ou doivent l'être ; que les Puissances Européennes vont faire une paix forcée, ou maintenir une neutralité intéressée, ou poursuivre des hostilités inefficaces, selon leurs besoins, leurs spéculations & leurs facultés.—Malgré cela, j'avance, comme un fait incontestable, que l'Angleterre est en pleine possession d'une supériorité sur la mer.

Je

Je suppose encore, mais sans en être convaincu, jusqu'à ce que nous ayons vu ce que fera & fera la nouvelle législature, que la France a présentement un gouvernement capable de conserver les relations accoutumées de paix & d'amitié ; & (ce qui paraît beaucoup plus probable) que les chefs Français sont disposés à traiter de la paix : Alors, ressentant le fardeau des dépenses publiques ; n'ignorant pas combien en général on désire la paix ; & ayant égard à la cherté que nous éprouvons par rapport aux articles de première nécessité, & à laquelle la guerre a sûrement contribué, quoique beaucoup moins qu'on ne pense généralement ; sachant, enfin, qu'il y a de certaines limites, au delà desquelles nos ressources ne peuvent pas être forcées sans danger ; je me demande, s'il est convenable de traiter de la paix, & sur quelles bases de stipulations générales il serait désirable de la conclure ?

§ 25. Je réponds, à la première de ces deux questions, qu'il est du devoir de ceux qui dirigent la guerre de traiter de la paix,  
dès



dès que les négociations pourront mener à un but salutaire ; que le système du gouvernement Français, quelle que puisse être sa forme particulière, n'a plus l'apparence de former un obstacle aux négociations ; qu'il y a nombre de moyens par lesquels deux nations en guerre peuvent fonder leurs dispositions, sans s'humilier. Pour ce qui regarde la conclusion de la paix, elle tient à des considérations bien différentes, & qu'elle ne peut être décidée qu'après qu'on aura apprécié les conditions admissibles, & les conséquences à envisager, au cas que ces offres fussent rejetés de notre part. L'étendue des prétentions de la France comme prix de la pacification est parfaitement connue. En supposant que leurs chefs se tiennent à ce qu'ils ont dernièrement fait profession de décréter, je n'hésite pas de dire, que notre accession à la totalité de ces prétentions, ou à la plus grande partie d'elles, donnerait à la France une prépondérance inadmissible de notre part, à moins qu'elle ne fût compensée par un équivalent proportionné, sous quelque forme que ce puisse être.

être. Cette accession déshonorante nous présenterait à notre siècle & à la postérité comme ayant subi la loi, telle qu'il aurait plu à notre ennemi de nous la dicter : & quelle loi ? — Le sacrifice entier des Puissances qui ont été, & sont encore, le plus intimement liées avec nous ; l'aggrégation à la France, directe ou indirecte, de tous les ports du continent, depuis Dunkerque jusqu'à Hamburg ; une cession immense de territoire ; &, en un mot, l'abandon de l'indépendance de l'Europe.

Cependant nous voyons, & savons positivement, que le peuple, qui prétend nous prescrire une loi si dure, n'a point encore de constitution établie ; qu'il est agité par des convulsions continuelles ; qu'il est dans un état de banqueroute inévitable ; qu'il se trouve dépourvu de commerce, excepté de celui qu'il fait de son numéraire, contre les munitions navales, militaires, & les approvisionnemens qui lui manquent ; & qu'enfin il a ses principaux ports bloqués, sans avoir une flotte qui ose s'exposer à la rencontre d'une de nos escadres.

Notre position relative, en y joignant nos ressources, & de la fermeté, se trouve essentiellement meilleure qu'elle n'était il y a douze mois ; & nos désavantages, si nous cédions, seraient certains, immédiats, & sans limites.

Il est vrai, qu'en cédant de cette manière humiliante & dangereuse, nous pourrions acquérir les bénéfices d'une paix momentanée ; & que l'épuisement de la France l'empêcherait peut-être de profiter d'abord des nouveaux avantages qu'elle aurait acquis ; mais alors l'incertitude évidente de notre position serait telle, que nous serions forcés de continuer les préparatifs & les dépenses de la guerre. Malheureusement la politique incorrigible des états voisins est de s'embarraffer & de se nuire réciproquement autant qu'ils le peuvent. Il est comme impossible de faire sentir aux hommes que leur prospérité n'est jamais portée plus loin, ni plus assurée, que lorsqu'ils savent contribuer à la prospérité de ceux dont ils sont entourés. Cependant une pacification entre deux gouvernemens réguliers, après une contestation



contestation épuisante, peut être suivie d'un intervalle de tranquillité sincère, quoique de courte durée, comme il est souvent arrivé entre l'Angleterre & la France ; mais dans le cas hypothétique que je viens de présenter, un semblable intervalle ne paraît pas même à espérer.

§ 26. Dans le tableau général de nos situations respectives, après avoir accordé à la France l'équivalent des avantages qu'elle a gagnés sur le continent, en les comparant cependant avec nos propres acquisitions, & nos justes espérances d'y ajouter encore ; & en balançant les ressources des deux pays ; il paraît que nous sommes en droit de demander que les armées Françaises soient rappelées dans les anciennes limites de leur territoire ; & que, par l'effet d'un arrangement général, l'équilibre des pouvoirs en Europe soit rétabli, autant qu'on le pourra, sur le pied où il était avant la guerre : & que particulièrement, par rapport aux intérêts maritimes & commerciaux de l'empire Britannique, la France

ne puisse obtenir, par le résultat final, aucuns nouveaux moyens de prépondérance.

Pour parvenir à un tel arrangement, surtout par rapport aux discussions éventuelles qui pourront avoir lieu, relativement aux possessions séparées du continent, il faut s'en rapporter aux raisons & aux explications de convenance mutuelle & relative.

§ 27. Dans ce moment, tous les avantages de la guerre sont du côté de l'Angleterre, considérée comme Puissance insulaire & maritime, & séparée du reste de l'Europe, non par sa faute, mais par le sort de la guerre, & par les fautes d'autrui.

La manière dont la guerre se poursuit actuellement aura diminué considérablement nos dépenses ; l'Angleterre pourra gagner beaucoup, en ne risquant que fort peu ; en même tems qu'elle ruinerait plus complètement le commerce délabré de sa rivale, & ce qui lui reste encore de forces navales.

Mais si le torrent qui a submergé tant d'autres contrées, est entièrement laissé à la

rapidité de son cours dévastateur ; si toutes les considérations dues à l'honneur national, & à l'indépendance de chaque territoire sont mises de côté ; ne reste-t-il pas à douter, comment l'Angleterre pourrait se flatter de conserver ses richesses & sa propriété, & de rester seule debout au milieu des nations écrasées.

§ 28. Il n'est pas aisé de définir au juste les intérêts réels ou supposés de la France ; toute son activité n'a été long-tems employée qu'à opérer sa propre ruine, à provoquer celle de ses voisins, ou à les allarmer : mais en même tems je ne puis m'empêcher de voir sa situation telle qu'elle est. C'est à la fois le besoin des articles de première nécessité & du numéraire ; c'est la misère & la détresse qui couvrent tout son intérieur, qui doivent lui faire incessamment sentir, que le retour de la paix est non seulement un bien désirable, mais qu'elle ne saurait s'en passer plus long-tems.

Si ceux qui exercent l'autorité en France sont sincères en cherchant à établir une constitution,



stitution, dont les principes sont mêlés de démocratie & d'aristocratie, ils reconnaîtront que l'entretien d'une grande armée est incompatible avec une telle constitution ; ils savent aussi que l'étendue, qu'ils se proposent d'ajouter à la France, ne peut être gardée & défendue qu'à l'aide d'une grande armée.

Mais l'histoire de tous les siècles nous apprend que les grandes armées, qui, par la nature des choses, forment toujours une espèce d'état séparé, un empire dans l'empire, ne prêtent jamais qu'une obéissance précaire aux autorités populaires. Quoiqu'il en soit, je n'entreprendrai point d'examiner si la nouvelle constitution pourra se maintenir avec une grande, ou avec une petite armée, ou sans armée : je ne fais ce qui lui convient ; mais je fais que c'est l'armée Française qui a détruit la monarchie ; que cette armée, depuis lors, a été employée à intimider & subjuguier la démocratie ; & il est vraisemblable que ce fera elle aussi qui fera disparaître par la suite, la spéculation visionnaire, d'une république, une & indivisible, composée de trente millions d'habitans, occupant  
la

la vaste étendue comprise entre le Rhin, la Basse-Meuse, & les Pyrennées ; entre les Alpes & l'Atlantique.

§ 29. On ne peut ignorer en France que la cession des conquêtes dont il s'agit ne saurait être arrachée que par une contrainte extrême ; & que si quelques Puissances pendant la guerre ont paru céder à ses prétentions, ce n'a été que par l'effet d'une nécessité réelle ou supposée, ou par quelque motif plus propre encore à nourrir la méfiance. Il n'est pas toujours aisé d'accorder la politique avec la morale ; & quand une nation est forcée à faire des cessions d'une grande importance, il faut toujours supposer que c'est avec l'intention secrète d'en reprendre tout ce qu'elle pourra dès que les circonstances viendront à le permettre.

Les Français répondent à ces raisonnemens, que la nature leur a désigné pour frontières à l'Orient & au Nord, les Alpes, le cours du Rhin, & la Basse-Meuse. Si par la nature ils entendent la Providence, ou, d'après l'invocation faite en dernier lieu par

la convention, “ le génie qui préside sur la “ France ”—on peut en inférer qu’il n’y a ni religion, ni bon-sens, ni modestie, ni morale dans une telle assertion. Avec tout autant de justice ils pourraient dire que la nature leur a également désigné pour frontières la Baltique & la Sibérie ?

Je n’entends pas insinuer, que tous les traités de paix qui ont été faits & conclus par les Puissances engagées dans cette guerre se réduisent à des stipulations fausses & vagues ; mais même ceux qui ne sont que superficiellement instruits des intérêts politiques des nations, ne sauraient regarder sans en être affectés les cessions de Maestricht, de Breda, de Fleffingue, de Clèves, de Rheinsberg, de Manheim, & de la moitié Espagnole de St. Domingue ; ils se doutent au moins que de telles cessions n’ont pu être faites, qu’en vertu de quelques articles secrets qui les ont compensées, ou qu’elles perdront leur effet aussitôt que le recouvrement en deviendra possible.



§ 30. Il est évident, que quelques-unes des conquêtes de la France dans la réunion qu'elle se propose, feraient plutôt pour elle des objets de dépenses que de revenu. Il est en général peu sage de songer à s'approprier ce qu'on ne peut garder que par une activité dispendieuse & constante.

Des pays, qui diffèrent entr'eux par leur langage, leur religion, & par leur attachement à des coutumes opposées, & qui sont séparés par des intérêts irréconciliables, ne peuvent exister sous un même gouvernement que par l'emploi, plus ou moins soutenu, de la violence & de la force ; ce qui ne peut promettre qu'une soumission mal affermie : & peut-être qu'on serait fondé à mettre en question, si les différens partages de la Pologne ne produiront pas, avec le tems, quelque réaction funeste, à l'égard des grandes Puissances co-partageantes ; & si l'on ne finira pas par le trouver aussi peu d'accord avec la saine politique, qu'elles le sont avec la morale.

Répondra-t-on, que si ces données sont vraies, elles serviraient à prouver que nous ne  

H
devons

devons pas nous opposer à l'aggrandissement de la France, puisque ses conquêtes tourneront contr'elle? Voici ma réplique à cet égard !

Il est certainement peu sage, & bien hasardeux, de la part de l'ennemi, de se porter à combattre d'une manière désespérée pour le gain d'un avantage équivoque. Néanmoins de notre part, nous ne devons pas, dans la position avantageuse où nous nous trouvons, lui laisser même l'espoir d'un aggrandissement, peu certain mais d'une grande importance, en nous reposant dans un état de paix imparfait & défensif, sur l'attente de l'explosion promise de nouveaux troubles.

§ 31. Pour arriver aux conclusions que j'ai dessein de prendre, j'établirai par supposition, que la France ne restera pas dans un état d'anarchie, & que si elle peut se former une constitution praticable, ne fût ce que pour un tems limité, elle aura la faculté de reprendre ses relations accoutumées de paix & d'amitié ; elle aura recouvré, par leur rétablissement,

tablissement, un intérêt plus solide & plus important, que celui qu'elle peut attendre de ses conquêtes dispendieuses & offensives.

Il est indispensable pour elle de s'occuper du rétablissement de ses finances, & de se soulager du fardeau de ces milliards d'assignats, qui d'après l'expression d'un de ses comités, " n'ont rien laissé dans le pays que " de la misère & du papier." Que deviendront-ils, ces milliards?—Encore quelques mois, & nous le saurons. D'autres ressources doivent nécessairement être adoptées : si dans l'intervalle nous ne pouvons pas obtenir des conditions de paix justes & honorables, nous pourrons toujours attendre l'effet de ces ressources avec un avantage décisif.

Il est de plus indispensable pour la France de se tourner vers le rétablissement de son agriculture, de ses manufactures, & de son commerce extérieur. J'ajouterai qu'il ne l'est pas moins, de s'occuper du soin de réparer sa population ;



tion ; car il n'y aurait point d'exagération à affirmer qu'elle a perdu au moins trois millions d'habitans par les suites de la guerre, & de ses insurrections. C'est uniquement par la paix qu'elle peut espérer de se délivrer de cette disette de subsistance, qui tient, quelle qu'en soit la cause, ses villes les plus considérables dans la détresse & sous la menace continuelle d'une famine désolante.

Si la guerre dure encore quelque tems, la disette, qui ronge la France, s'étendra infailliblement jusqu'aux pays fertiles du Palatinat & des Pays - Bas Autrichiens. Quant à la Hollande, nous savons, quoiqu'Amsterdam, à cause de sa position, ait été jusqu'à présent le grenier des grains en Europe, néanmoins les différentes provinces Hollandaises n'ont jamais pu produire la quantité nécessaire à leur propre consommation. Leur commerce avec la Baltique a été suspendu par la guerre, pendant toute cette année, & il va continuer de l'être par les glaces de l'hyver.

§ 32. Cette dernière considération est certainement devenue aussi d'une importance majeure pour l'Angleterre. Il a été dit, & l'opinion populaire le répète, que la rareté & la cherté de tous les articles de première nécessité ont été causées, en grande partie, par la guerre.

Cette imputation, modifiée par les explications qu'il faut y apporter, pourrait être vraie, non seulement à l'égard de la Grande Bretagne, mais de toute l'Europe. On doit cependant remarquer par rapport à la première, que de gros corps de nos troupes, tant infanterie que cavalerie, ont été nourris pendant plus de deux ans au dehors ; & par les produits du continent où ils étaient employés.

Il ne faut pas oublier non plus les secours que nous avons tirés des nombreuses cargaisons prises dans leur passage aux ports de France, pour lesquels ces approvisionnements étaient destinés.

En général les pertes & les dilapidations causées par la guerre, sont certainement grandes. Les consommations faites dans  
les

les armées & dans les flottes, par une quantité d'hommes rassemblés, sont bien plus considérables que celle qui aurait lieu pour le même nombre d'hommes employés à des occupations paisibles.

Le dégât inséparable des approvisionnemens de l'armée de terre & de mer, soit dans les magasins, soit dans les vaisseaux de guerre, & de transport; la suspension des travaux, les récoltes détruites & ravagées par la marche des armées, & pour les besoins d'une nombreuse cavalerie, & d'un train proportionné : toutes ces circonstances occasionnent plus ou moins la disette : mais nous ne pouvons pas en inférer que tous ces effets viendraient immédiatement à cesser par une pacification subite, à moins que les termes & conditions de cette pacification ne fussent de nature à faire renaître la tranquillité & la confiance parmi les nations ; puisque les maux qui résultent des préparatifs militaires, & des épuisemens de mer, n'en seraient que prolongés. Admettons que la Grande Bretagne, considérée séparément, souffre



souffre du manquement de grains, ce mal serait certainement augmenté pour elle, par la facilité que la paix donnerait aux ports ennemis de l'Europe, de recevoir des cargaisons ; au lieu que ces cargaisons seront dirigées vers nos ports pour nos besoins, tant quela guerre durera.

La principale cause de la rareté actuelle du froment en Europe se trouve effectivement dans les mauvaises saisons dont le retour a été fréquent pendant les huit dernières années : & quoique la dernière récolte ait donné un produit abondant de quelques espèces de grains, & autres articles de nourriture, au point d'éloigner tout danger de famine ; néanmoins j'ai raison de craindre, d'après les renseignemens les plus exacts, que le produit du froment pris dans sa totalité, ne soit au dessous de ce que les fermiers appellent une année moyenne.

Il est notoire, & le fait a été constaté,  
 “ Qu'à l'exception de l'orge, ce pays-ci,  
 “ qui produisait autrefois plus de grains qu'il  
 “ n'en fallait pour ses habitans, s'est trouvé,  
 “ pendant les vingt-cinq dernières années,  
 “ dans

“ dans le cas de dépendre du produit des  
 “ pays étrangers pour une partie de son  
 “ approvisionnement.” Et l’on a aussi lieu  
 de croire, que “ dans les années ordinaires,  
 “ le produit des grains en Europe n’est pas  
 “ tout à fait suffisant pour la consommation  
 “ de ses habitans.”

Conséquemment dans les tems où les peuples sont affligés par la guerre, & par ses suites ruineuses, lorsque les saisons sont mauvaises ; & de plus, lorsque la concurrence des besoins de l’Europe, en fait hausser le prix en Amérique, en nécessitant des demandes bien au dessus de ce que cette contrée en peut fournir ; il ne faut pas s’étonner alors de la pénurie que nous ressentons à l’égard de cet article.

C’est donner lieu à un juste sujet de regret, & en même tems à une responsabilité périlleuse, toutes les fois que la branche exécutive du gouvernement se trouve forcée de prendre sur elle les détails de l’approvisionnement du peuple, & de se mettre à la place des négocians, dont l’activité, la concurrence,

currence, & les capitaux sont les meilleurs & les plus sûrs canaux de l'abondance.

Cependant dans le cas actuel, cette intervention du gouvernement a été peut-être indispensable. Les besoins de la France avaient haussé les prix dans les marchés étrangers, fort au-delà de ce que les facteurs des négocians étaient autorisés à en donner : & actuellement cette intervention du gouvernement semble d'autant plus urgente, qu'une révocation subite des contrats pour les livraisons à faire venir de l'étranger, pourrait avoir l'effet d'une suspension absolue pendant plusieurs mois.

Le prix du pain pourrait diminuer, & le danger d'attendre l'approche de la récolte prochaine avec des greniers vuides pourrait être évité, si l'on pouvait persuader au peuple de consentir au mélange d'une certaine quantité des autres grains, en proportion avec le froment. Mais un tel arrangement ne se ferait pas sans beaucoup de difficulté. En attendant je ne révoque point en doute, que les mesures qui ont été adoptées auront beaucoup contribué à prévenir ou au moins



à éloigner & diminuer la plus grande calamité dont les nations puissent être affligées. Je ne m'arrêterai pas davantage sur un sujet qui va être incessamment soumis à la considération du Parlement.

Il me suffit de répéter que le manque de subsistance, quoique commun à plusieurs parties de l'Europe, n'est pas moins un pressant motif pour porter les Français à rechercher la paix, attendu que si la disette affecte l'Angleterre, il s'en faut de beaucoup que ce soit au même point, ou au même degré.

§ 33. En envisageant les objets qui doivent être compris dans l'esquisse des négociations préliminaires, l'attention est appelée sur les scènes éloignées, qui agitent les isles de l'Amérique, & à l'examen du régime qu'il convient d'adopter à leur égard.

La nature de cette guerre est tellement désastreuse & funeste, que les chefs des Français n'ont pas trouvé de meilleure politique, que celle de "généraliser," comme ils s'expriment, le désordre & la subversion parmi les hommes, & d'exposer aux convulsions de  
l'anarchie

l'anarchie tous les pays dont ils n'ont pu se rendre maîtres. C'est ce principe infernal qui a dicté toutes leurs mesures par rapport aux îles.

Ils ont commencé par gratifier les gens de couleur, de leur fraternité, & de tous leurs droits civiques ; & sans s'y arrêter, ils ont proclamé de suite une abolition totale & subite de l'esclavage ; sans avoir pris la moindre précaution, pour prévenir la destruction générale des propriétés, & pour protéger la vie des Colons, exposés à tous les dangers, & aux outrages d'une convulsion aussi inattendue : Et pour achever cette œuvre de réprobation, ils ont adopté depuis, la mesure d'insurger, d'armer, & de convoquer les nègres en masse : & tout ceci leur a été présenté sous la qualification " d'opération simple pour purifier " le système colonial des îles Françaises, " afin d'opérer la ruine totale des îles " Britanniques."

Il n'est point dans mon intention de discuter toutes les questions particulières, qui pourraient être liées avec ce sujet.

Il est des personnes qui pensent que les îles de l'Amérique sont le foyer de l'injustice, de la cruauté, des épidémies ; le tombeau des Européens ; l'enfer des Africains.

Il en est d'autres, qui sont d'avis que l'insalubrité n'y est point générale ; que le traitement des esclaves n'y est point cruel ; que les nègres n'y sont point malheureux.

Quelque part que soit la vérité dans ces assertions si opposées, c'est au tems & aux évènements à nous la faire connaître.

Cependant, comme possesseurs d'une partie considérable de ces îles, & attendu que leur possession, compose une partie de notre prospérité, nous ne pouvons nous refuser aux égards dus à notre commerce, ni au droit d'une classe nombreuse de propriétaires respectables, ni à la sollicitude qui doit nous porter également à pourvoir à la sûreté des cultivateurs, & (par humanité pour les habitans, & pour les esclaves mêmes) à la tranquillité permanente de tous.

Dans cette vue, il est essentiel que les Puissances de l'Europe, qui ont des possessions & des prétentions dans cette partie du monde,



monde, conservent entr'elles quelque analogie dans le système du régime intérieur qu'elles auront à établir, relativement à ce qui doit leur rester, ou à ce qui peut leur échoir à la fin de la guerre.

Si ce concert, & cette uniformité de régime, ne s'établissent pas, ou qu'à leur défaut nous ne puissions pas nous emparer de la totalité de ces îles, afin de remédier aux désordres que les principes Français y ont apportés : dès lors, toutes les situations deviendront précaires ; le mal des îles voisines se communiquera à la ronde ; les désertions, les insurrections se multiplieront ; & de nouvelles causes de contestation porteront chaque jour atteinte à la paix des nations, dont les intérêts seront en souffrance.

§ 34. Il y a d'autres points, dont l'importance notoire est encore à considérer dans le projet d'une pacification : je me dispenserai d'en parler ; attendu que plus ils sont connus, & moins ils sont de nature à devenir des obstacles insurmontables au désir  
de

de la paix, pourvu que les grandes difficultés que j'ai indiquées puissent être applanies.

§ 35. Je n'imagine pas que l'on puisse trouver dans ces remarques un juste sujet de porter contre moi l'accusation odieuse de recommander & d'exciter la guerre. Je souhaite de toute mon âme que les avantages de la paix puissent se répandre bientôt aussi universellement que l'air que nous respirons ; mais je fais que toute leur réalité & leur permanence en terminant la guerre ne peuvent nous être assurée que par des conditions bien différentes de celles qui se trouvent détaillées dans le décret de la convention du 30 Septembre dernier.

§ 36. Nous avons déjà supporté la plus grande partie des dépenses & des inconvénients de la guerre. Nous sommes parvenus à compléter nos forces ; beaucoup au-delà de ce que, par la nature de notre commerce & de notre constitution, il ne nous est permis de faire, qu'après de longs délais &

de grandes difficultés. Notre militaire est sur un pied respectable ; notre marine est portée à un degré de prééminence par sa force, & la science de ses manœuvres, dont notre histoire ne fournit point d'exemple. Nous avons préparé, & nous allons mettre en mer, une grande force, de laquelle nous avons lieu d'attendre les effets les plus importants. Notre situation étant telle, il y aurait sûrement plus de sagesse à continuer la guerre, qu'à de la terminer sous des conditions qui nous obligeraient d'en prolonger les dépenses, avec tous leurs inconvéniens, ou de nous exposer au prompt retour des calamités dont nous cherchons à nous défendre, & avec le désavantage de n'y être pas préparés.

Ayons la paix, & non pas une suspension courte & momentanée de la guerre ! Ayons la paix, mais telle, qu'elle soit compatible avec les mesures de sagesse qui doivent seules nous engager à poser les armes ! qu'elle soit établie sur des bases propres à faire revivre la confiance & la sûreté sociales ;



ciales ; & sans préjudice pour la balance du pouvoir parmi les états indépendans !

Qu'elle nous montre la France avec un gouvernement, quelle qu'en soit la forme ! & que ce gouvernement s'accorde, s'il est possible, avec son propre repos & sa prospérité ! mais en même tems, & surtout, avec le bien-être & la sûreté des autres pays !

§ 37. On pourra objecter que la nature des principes dont la France fait profession, ne lui permet pas de restreindre l'étendue de ses frontières, dont les limites viennent d'être décrétées par la convention, à la suite d'une discussion solennelle.

Je ne chercherai point à expliquer & à approfondir les motifs d'une mesure aussi étrange ; je fais seulement qu'elle ne saurait être plus solennelle que les décrets & les sermens tant de fois répétés par les assemblées constituante & législative, de ne jamais faire de conquêtes.

Il paraît assez, d'après plusieurs exemples que les décrets de la convention ne sont plus irrévocables. Sans les rapporter tous, il

il suffit de se rappeler le traité fait avec les Royalistes & les Vendéens, par lequel il leur était assuré de grandes indemnités & qui comprenait encore d'autres conditions de nature à ne pouvoir être stipulées qu'entre des Puissances indépendantes, traitant d'égal à égal ; & cela en dépit de plusieurs décrets qui défendaient absolument de traiter avec eux, & qui ordonnaient impérieusement de les exterminer.

§ 38. En discutant les moyens de faire cesser la guerre, l'humanité & l'équité font désirer quelles que soient les modifications de territoire & de souveraineté apportées par la paix, que la France, par un retour de justice & de générosité, veuille étendre les principes du *status quo ante bellum* aux personnes & aux familles, qui ont été forcées de s'expatrier pour échapper aux dangers dont elles étaient menacées : mais en faisant ce vœu je ne me persuade pas que son accomplissement puisse former de nouveaux nœuds d'amitié, plus forts & plus durables, de la

K part

part de la France, envers l'Angleterre, que ne l'étaient les anciens.

§ 39. Telle est la nature & le résultat de la plupart des guerres prolongées, que quoique les provocations se soient multipliées par les évènements qui ont eu lieu, le ressentiment des passions se ralentit peu à peu par le laps du tems ; & l'on peut dire que le terme de la guerre est arrivé lorsque les parties belligérantes commencent à soupirer réciproquement pour la paix. Peut-être que ce moment n'est pas éloigné. Mais la difficulté d'ajuster maintenant nos différends est bien plus grande qu'elle ne l'était dans les guerres antérieures. Il faut sans doute aller au devant des difficultés, sans toutefois céder à l'empressement peu réfléchi de ceux qui ayant désapprouvé la guerre dès son origine, & sans égard pour sa nécessité, s'efforcent de faire entendre leurs cris pour une paix précipitée, sans égard de même pour ses conditions & pour leurs conséquences. D'un autre côté, nous ne devons pas non plus  
nous



nous laisser entrainer par ceux qui sont d'avis, qu'il est essentiel de rétablir la monarchie Française. Il faut ainsi nous en tenir à cette espèce d'esprit qui est également éloigné d'une impatience téméraire, & d'une persévérance obstinée pour des prétentions qui ne peuvent plus être réalisées.

§ 40. C'est un argument bien faible, dont on fera cependant usage, que nous devons faire la paix, parceque quelques unes des puissances coalisées l'ont faite; & parcequ'il y en a d'autres qui sont disposées à sortir de la coalition de la même manière, & sur des bases de stipulations qui portent la renonciation & l'abandon de tous les objets contestés. C'est ainsi qu'il arrive souvent que les grandes coalitions, quoique formées d'après des vûes de sagesse & du bien général, ne produisent pas néanmoins les avantages qu'on en attendait; soit par la contrariété des conseils, soit par les défauts de l'exécution; & quant aux Puissances auxquelles je fais allusion, je

K 2

dirai

dirai encore, qu'on ne doit pas juger de leurs intentions par les traités qu'elles ont signés.

Quelques-uns de ces traités portent évidemment en eux-mêmes le germe d'hostilités futures ; plusieurs autres traités de la même époque ne paraissent présenter qu'une trêve & un repos passager. Il ne sont, tout au plus, que des pacifications partielles des Princes isolés, & ils ne contiennent aucuns des caractères & des principes d'une politique générale, desquels nous ne pouvons nous écarter, si nous souhaitons de donner la paix à l'Europe, ou seulement même une apparence de paix.

§ 41. Je ressens une peine extrême des ravages que l'Europe a soufferts, & des dangers qui la menacent encore : cependant il n'y a précisément rien de décourageant dans notre position ; & même s'il y avait des risques à courir, un défaut de fermeté ne pourrait que les augmenter encore :—Le tout se réduit à “ la nécessité d'endurer & “ de risquer quelque chose de plus, afin de  
“ parvenir

“ parvenir au rétablissement de la paix gé-  
 “ nérale sur des bases sûres & permanentes,  
 “ ce qui constitue l’objet essentiel de nos  
 “ espérances & de notre but.” — J’ai tâché  
 de prouver qu’il serait même avantageux  
 pour la France de terminer la guerre de  
 cette manière ; mais quand ces avantages  
 ne s’y trouveraient pas aussi positivement,  
 je n’en soutiendrais pas moins, qu’il vaut  
 mieux pour elle de faire la paix telle que je  
 l’ai entrevue, que de prolonger la guerre.  
 Cependant, dans la supposition qu’elle n’ac-  
 cède ni à l’un ni à l’autre de ces avis, j’in-  
 siste qu’il est d’une nécessité indispensable  
 à la sûreté de la Grande Bretagne, & peut-  
 être même à son existence, de continuer de  
 se servir de ses forces : & je conçois, qu’en  
 prenant ce parti prudent & honorable, nous  
 pouvons soutenir cette lutte en réduisant  
 même infiniment nos fraix, en ne nous ex-  
 posant qu’à peu de risques ou de préjudices,  
 & avec l’espérance fondée que dans un  
 période peu éloigné nous ne saurions man-  
 quer de recueillir des avantages qui com-  
 penseront



penferont amplement ce que nous aura couté notre perfévérance.

Perfuadé, comme je le fuis, que nous aurons la force & les moyens de furmonter toutes les difficultés qui nous entourent, j'éprouve un fentiment bien vif de gloire & de fatisfaction, en prévoyant, que l'Angleterre, par fa fermeté à maintenir les principes de la faine politique, va devenir le boulevard des nations, & le foutien révééré de l'ordre focial, de la liberté praticable, & de la religion.

§ 42. La rapidité avec laquelle j'ai écrit ces remarques aura occasionné peut-être quelques défauts dans mes expreffions, que par une révision je fouhaiterais pouvoir modifier & corriger. Parmi des objets fi compliqués, & qui fe préfentent à la fois fous tant de faces, j'aurai pu auffi tombé dans quelques répétitions. Je me flatte cependant que les chofes que j'ai avancées feront jugées dans leur enemble, & non fur des points ifolés.

Il est possible, que des vicissitudes imprévues viennent renverser l'édifice entier de mes spéculations ; & même, que dans le cours rapide des agitations de France, chargées de tant d'événemens, tous les objets sur lesquels je me suis arrêté, n'aient déjà varié. La seule élévation ou chute d'un individu change quelquefois tout le plan & les principes d'une négociation, & la politique d'un état.

A tout événement, ce qui a la vérité pour base doit rester immuable ; & mes suppositions, si elles sont vraies, n'en seront pas moins applicables aux nouveaux objets de politique, de convenance, ou de nécessité, qui pourront se présenter.

En attendant, il vaut mieux raisonner sur ce qui existe, que sur des conjectures vagues de ce qui peut arriver.

LA FIN.

## ERRATA, &c.

---

- Page 42. ligne 13. *au lieu de par lisez fans*  
 — 14. *dele s à la fin du mot portés*  
 44. — 7 *d'en bas, une virgule après préponderance*  
 47. — 3. *au lieu de nouvele lisez nouvelle*  
 48. — 11. *au lieu de & qu'elle ne peut être décidée,*  
           *lisez lesquelles ne peuvent être décidées*  
 53. — 8. *une pointe ? après écrasées*  
 55. — 2. *dele n Pyrennées*  
 57. — 11. *au lieu de irréconciliables lisez inconcilia-*  
           *bles*  
       — 5 *d'en bas, au lieu de le lisez les*  
 63. — 5. *au lieu de ferront lisez seront*  
       — 7. *au lieu de quela lisez que la*  
 67. — 1. *au lieu de ontpu lisez ont pu*  
 71. — 11. *dele de*  
 75. — 8. *au lieu de Il lisez Ile*





